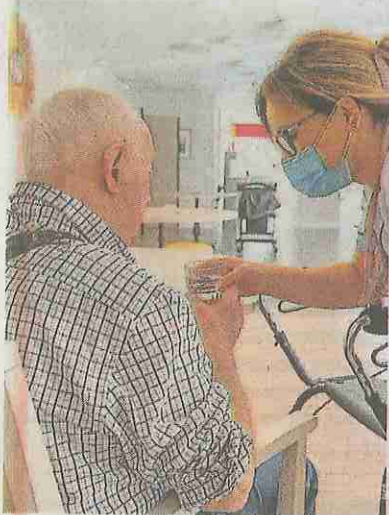


Pénurie de bras pour les professionnels du social

Le secteur peine plus que jamais à recruter. Dans la région, 1 300 postes sont à pourvoir. Vite. Plusieurs associations s'unissent pour alerter « avant qu'il n'y ait des drames ».



1 300 postes sont à pourvoir dans les établissements.

PHOTO : ARCHIVES RÉMY CHANTELOUP, OUEST-FRANCE

« Hémorragie », « crise invisible », « souffrance à bas bruit », « au pied du mur »... Autour de la table, les professionnels du secteur ne mâchent pas leurs mots : les métiers sanitaires, sociaux et médico-sociaux, sont en grande difficulté. Manque de reconnaissance, recrutements à la peine, absentéisme à la hausse... Les équipes sont épuisées et « se disent méprisées, un mot qu'on n'avait jamais entendu dans notre sec-

teur », alerte Katy Lemoigne, qui dirige une association de protection de l'enfance en Mayenne.

Le problème n'est pas nouveau, mais a été aggravé par la crise sanitaire et par « le scandale du Ségur de la santé, injuste pour certains métiers oubliés qui n'ont pas été revalorisés », pointe Marc Marhadour, délégué régional de l'organisation professionnelle Nexem. Encore plus qu'avant la crise, les métiers du social « souffrent d'un problème d'image : les salaires sont bas, les conditions de travail difficiles. La vocation ne suffit plus à attirer », continue Marc Marhadour. Résultat : la main-d'œuvre devient rare et les reconversions nombreuses.

Jean-Yves Gelinier, directeur d'une maison d'accueil spécialisée en Mayenne, a par exemple vu partir « deux anciens stagiaires, aides-soignants diplômés, devenus maçons pour gagner quelques centaines d'euros par mois en plus et faire vivre leur famille ».

« C'est un cercle vicieux »

Cette hémorragie de main-d'œuvre est confirmée par les statistiques régionales de Pôle Emploi : 1 298 postes sont à pourvoir actuellement dans le secteur, qui emploie près de 50 000 salariés dans la région. « Cer-

taines associations ont des centaines de postes vacants (aides-soignants, infirmiers) et sont contraintes de fermer des services », rapporte Éric Duprez, vice-président de l'Uriopss Pays de la Loire. Depuis janvier 2021, dans la région, 75 structures ont déjà dû supprimer des accompagnements, faute de personnel.

« C'est un cercle vicieux : faible salaire, faible attrait, manque de personnel, donc report de la charge de travail sur les salariés présents, et usure professionnelle, qui entraînent des arrêts et démissions qu'on n'arrive plus à pallier, résume Jean-Yves Gelinier, également représentant régional de la Croix-Rouge. On passe des annonces partout mais cela ne suffit pas. »

Les Pays de la Loire sont d'autant plus en tension sur ces emplois que le taux de chômage régional est relativement faible (6,7 % au second trimestre 2021, le second plus bas de France derrière la Bretagne). « Cela veut dire que les demandeurs d'emploi ont le choix entre plusieurs secteurs qui recrutent et n'iront pas au moins offrant », résume Marc Marhadour.

Derrière les questions d'effectifs (*lire ci-dessous*), les professionnels rappellent les enjeux humains. « Quand on n'arrive pas à recruter des aides à domicile, concrètement,



Plusieurs acteurs des secteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux des Pays de la Loire alertent sur une pénurie de bras qui menace des métiers essentiels.

PHOTO : OUEST-FRANCE

ça veut dire que des personnes âgées ou handicapées ne peuvent pas se lever le matin ni aller aux toi-

lettes de la journée, souligne Étienne Valois, de l'Association des paralysés de France. Cela pose de vraies ques-

tions en termes de défense des droits des plus fragiles. »
Marie COURVASIER.

Dans le médico-social, l'agence d'intérim Ettic porte bien son nom

Entretien

Yann Largeaud.

Éducateur spécialisé ; ex-chef de service dans un Institut médico-éducatif pour enfants et ados atteints de déficience intellectuelle ; fondateur, après avoir connu onze employeurs, de l'agence d'intérim coopérative Ettic. ✪



Un cas exceptionnel ?

« Le secteur est l'un des plus consommateurs en CDD en France. »
PHOTO : OUEST-FRANCE

pour cette raison que notre agence a un statut très particulier. C'est une société coopérative d'intérêt collectif et, chez Ettic, nous sommes à gestion désintéressée. Nous ne faisons pas de profit. Par conséquent, nous sommes exonérés de TVA. Le coût de l'intérim chez nous est très inférieur. En revanche, nous ne pouvons pas travailler avec le privé

er 2021, nous n'arrivons plus à répondre à toutes les demandes de recrutement. Il y a plein de postes vacants dans les établissements.

C'est l'effet pervers des accords du Ségur, qui a accordé des augmentations de salaires seulement au personnel en Ehpad et hôpitaux ?

Il y a eu des départs ?

Avant le Ségur, beaucoup de salariés quittaient les Ehpad car ils étaient confrontés à une perte de sens de leur métier, pour intégrer le milieu du handicap. Ils venaient vers nous. Depuis février, c'est le mouvement inverse. Beaucoup retournent vers le grand âge à cause de la prime. On n'arrive plus à recruter. Car

du médico-social membres coopérateurs d'Ettic. Il a aussi droit aux avantages sociaux d'Ettic, tels que des facilités pour les gardes d'enfants.

Les offres d'emploi sont réservées aux coopérateurs ?

Non, depuis la crise Covid, par solidarité, nous avons rendu nos fichiers accessibles à tous les acteurs du